



**KPMG AUDIT IS**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



**AGM AUDIT LEGAL**  
3, avenue de Chalons - CS 70004  
Saint Marcel  
71328 Chalons sur Saône Cedex  
France

# Foncière Atland

# Société Anonyme

***Rapports des Commissaires aux comptes sur les différentes  
opérations portant sur le capital***

Assemblée générale mixte du 20 mai 2021 – Résolutions  
n° 15, 16, 17 et 18  
FONCIERE ATLAND  
Société Anonyme  
40, avenue George V - 75008 Paris



**KPMG AUDIT IS**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France



**AGM AUDIT LEGAL**  
3, avenue de Chalon - CS 70004  
Saint Marcel  
71328 Chalon sur Saône Cedex  
France

## **Foncière Atland Société Anonyme**

Siège social : 40, avenue George V - 75008 Paris  
Capital social : €.49 060 825

### **Rapports des Commissaires aux comptes sur les différentes opérations portant sur le capital**

Assemblée générale mixte du 20 mai 2021 – Résolutions n° 15, 16, 17 et 18

A l'assemblée générale des actionnaires de la société Foncière Atland,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Foncière Atland (ci-après « la Société ») et en exécution des missions prévues par le Code de commerce, nous vous présentons nos rapports sur les différentes opérations portant sur le capital sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

#### **1- Rapport des commissaires aux comptes sur l'inscription dans les statuts des modalités de conversion des actions de préférence de catégorie A en actions ordinaires (15<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue à l'article R. 228-20 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les modalités de conversion des actions de préférence de catégorie A (« Action de Préférence A ») en actions ordinaires, dont l'inscription dans les statuts est envisagée, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer, étant précisé que la création de ces actions et la modification corrélative des statuts vous sont proposées sous réserve de l'approbation de la seizième résolution par la présente assemblée générale.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément à l'article R. 228-20 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités de conversion des Actions de Préférence A dont l'inscription dans les statuts est envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier les informations fournies dans le rapport du Conseil d'Administration sur les modalités de conversion des Actions de Préférence A.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la présentation des modalités de conversion des Actions de Préférence A dont l'inscription dans les statuts est envisagée.

Conformément à l'article R. 228-20 du Code de commerce, nous établissons le rapport prévu à l'article R. 228-18 du même Code si des opérations de conversion d'Actions de Préférence A sont réalisées par votre Conseil d'Administration conformément aux dispositions statutaires.

## **2- Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution gratuite d'actions de préférence de catégorie A à émettre (16<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par les articles L. 225-197-1 et L. 228-12 I du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution d'actions de préférence de catégorie A (« Action de Préférence A ») gratuites, au profit de membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de votre société et des sociétés qui lui sont liées, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer sous la condition de l'approbation préalable de la 15<sup>ème</sup> résolution relative à la création d'Actions de Préférence de catégorie A.

Le nombre total d'Actions de Préférence A susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation, d'une valeur nominale de onze euros chacune, ne pourra excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration et le nombre d'actions ordinaires, d'une valeur nominale de onze euros chacune, issues de la conversion de ces Actions de Préférence A, ne pourra excéder 10 % du capital social à la date d'attribution. L'attribution des Actions de Préférence A aux bénéficiaires sera définitive, sous réserve de la présence du bénéficiaire en qualité de mandataire social de la Société et des sociétés qui sont directement ou indirectement liées à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou dans les effectifs de la Société et des sociétés qui sont directement ou indirectement liées à la Société au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à deux ans. Les Actions de Préférence A attribuées gratuitement seront converties en actions ordinaires, conformément à leurs termes et conditions.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 24 mois à attribuer des actions de préférence gratuites.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont notamment consisté à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'Administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi et à vérifier les informations fournies dans ce rapport sur les caractéristiques des Actions de Préférence A à émettre.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la présentation, faite dans le rapport du Conseil d'Administration, des caractéristiques des Actions de Préférence A à émettre ;
- les informations données dans le rapport du Conseil d'Administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'Actions de Préférence A gratuites.

### **3- Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription (17<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'Administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport :

de lui déléguer, pour une durée de 18 mois, la compétence pour décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, en euros ou en monnaies étrangères, d'actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre au profit des catégories de personnes listées au point 4 de la 17<sup>ème</sup> résolution.

Les montants nominaux maximums des émissions susceptibles d'être réalisées sont fixés ainsi :

- ✓ le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées ne pourra excéder 40 000 000 euros.
- ✓ le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder 50 000 000 euros.

Les émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à une quotité du capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance en exécution de la présente délégation s'imputeront sur le plafond global fixé par la vingt-quatrième résolution à caractère extraordinaire de l'assemblée générale du 19 mai 2020.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225- 113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration au titre de la 17<sup>ème</sup> résolution.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'Administration en cas d'émission des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émissions d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

#### **4- Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres donnant accès au capital de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (18<sup>ème</sup> résolution)**

En exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider l'émission, en une ou plusieurs fois, d'actions ordinaires ou de titres de capital donnant accès à des titres de capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise du Groupe, pour un montant maximum de 3 % du capital social, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Ces émissions sont soumises à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois la compétence pour décider de l'émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ou titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions ou des titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ou titres de capital donnant accès à des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 29 avril 2021

KPMG Audit IS

François Plat  
Associé

Saint Marcel, le 29 avril 2021

AGM Audit Légal



Yves Llobell  
Associé